

Le grand débat Ville de Betton – Jeudi 7 février à 19h

Thèmes évoqués

- La fiscalité et les dépenses publiques
- L'organisation de l'Etat et des services publics
- La transition écologique
- La démocratie et la citoyenneté

... et toute autre thématique

Synthèse des échanges

- **La fiscalité et les dépenses publiques**
- L'évasion fiscale n'est pas assez combattue.
- Taux de prélèvement en France le plus fort d'Europe mais déficit important : beaucoup de privilèges.
- TVA : la diminuer de 2 % sur les produits de 1^{ère} nécessité et l'augmenter de 2 % sur les produits de luxe.
- TVA : la faire apparaître sur les tickets de caisse des particuliers.
- Taxe sur le gaz : augmentation tous les ans de façon importante et paiement de la TVA en plus, sur cette taxe (TICGN).
- Proposer un Indice du progrès véritable car entreprises privilégiées par rapport aux citoyens, parallèlement à une détérioration des services publics.
- Tout citoyen français devrait être imposé en France, idem pour les entreprises faisant un chiffre d'affaires en France.
- TVA : prévoir 25 % sur les produits de luxe, les véhicules de plus de 2,5l de cylindrée, sur l'immobilier de luxe.
- Niches fiscales : suppression totale.
- Augmenter les impôts directs progressivement plutôt que l'impôt indirect qui touche le plus grand nombre. ISF à augmenter.

- Augmenter le nombre de tranches d'impôt.
- Imposition des dividendes a été diminuée pour les rentiers : inégalité par rapport à ceux qui travaillent.
- Flat tax scandaleuse ; plafonner les niches fiscales en fonction des revenus plutôt que les supprimer.
- Information donnée sur la TVA : pour les professionnels : TVA déductible ; pas pour les particuliers.
- Impôt lié au niveau des services : commencer par se demander quel service public puis évoquer l'impôt en fonction.
- Taxation des dividendes permettant à certaines PMI de réinvestir, ce qui crée de l'emploi ; interdire la spéculation boursière.
- Aujourd'hui 80 % des dividendes vont aux actionnaires dans les grands groupes : faire la différence entre PME et grandes entreprises qui ont inversé les ratios.
- Perte de financement pour les communes : la disparition de la taxe d'habitation va accroître les déséquilibres.
- Réindexer les retraites sur le coût de la vie.
- CSG créée avec pour but de toucher tous les revenus, car déséquilibre en faveur du capital.
- Où passe notre argent ? Opacité. Education Nationale a un des budgets les plus importants, or classement PISA faible : efficacité ?
- Intérêt de la dette supérieur aux recettes de l'impôt sur le revenu.
- Problème de bonne répartition de l'argent dans l'Education Nationale au détriment des classes primaires.
- Problème de transparence : faire le point à partir des rapports de la Cour des Comptes plutôt que de ponctionner les retraités. C'est une question de principe. On demande à une catégorie sociale (les retraités) de payer des impôts sans tenir compte de leurs capacités contributives.

- **La transition écologique**

- Interdire les pesticides. Le lobby de l'agriculture intensive fait la loi. Effets délétères sur la qualité de l'eau et de l'air. Indemniser davantage les malades victimes de ces produits. Les agriculteurs se protègent mais qu'en est-il des riverains vivant à proximité de ces champs traités ? Les mairies devraient avoir un rôle de médiateur pour protéger les riverains. Prévoir des zones de non traitement à proximité des habitations. Pas d'information des riverains sur les périodes de traitement : à prévoir car dangereux.
- Eau : assortir le contrat d'eau d'un volume de consommation, le surplus pouvant être plus fortement taxé pour différencier consommation de base et de loisir.
- Prévoir un plan de financement de rénovation des logements ; les aides à la rénovation ont été réduites : double discours des pouvoirs publics.
- Le tourisme de masse est une catastrophe écologique ; prise de conscience individuelle à avoir.
- L'eau est un des plus grands enjeux du monde.
- Biodiversité : vecteur important qui devrait être davantage pris en compte.
- Une grande partie des agriculteurs pourrait faire autrement mais ils sont prisonniers d'un système tenu par les lobby.
- La croissance économique a ses limites : robotisation génère la perte d'emplois. Jusqu'à quel prix va-t-on mettre notre vie en jeu ? Responsabilité du gouvernement. L'Etat doit être porte-parole des citoyens plutôt que leur imposer ces choses.
- Le Gouvernement recule sur des questions environnementales : Glyphosate, fonds d'indemnisation des victimes...
- 50 % des déplacements en véhicules font moins de 2 km : responsabilité individuelle à mettre en avant aussi.
- Réchauffement climatique : organiser un débat contradictoire sur les éléments scientifiques présentés. Légitimité scientifique des rapports du GIEC ?
- Le constat établi à travers l'observation de la nature est déjà inquiétant. Certaines lois viennent en contradiction des annonces sur la protection de l'environnement. Problème de cohérence. Evaluer les politiques publiques en fonction de leur impact sur les générations futures. Constituer une assemblée des « générations futures ».

- La gare de Betton pourrait fermer sous 5 ans. Or, le train est un mode de déplacement préservant l'environnement. Réalité de cette annonce ?
- Eduquer les enfants à l'après-pétrole, à l'école.
- Pollution invisible liée à l'électronique : antennes relais, téléphones portables, compteurs Linky, gaz et eau. On n'en connaît pas les effets à long terme et ils sont imposés sans qu'on ne puisse choisir. Déshumanisation de la société. L'Europe devrait réglementer ces questions.
- Linky : c'est de la basse fréquence. Dangers de la 4G plus importants.
- Cohérence des réglementations liées à l'usage des pesticides à renforcer ; certains produits sont ré-homologués sous d'autres formes (ex. le régent nuisible aux abeilles est présent dans les traitements antipuces des chats).
- Le « Tout voiture » est favorisé autour de Rennes. Hypermarché prévu à Pacé contestable.
- Sensibilité aux ondes électromagnétiques, certaines personnes ne savent plus où habiter. Construire des lieux adaptés à ces personnes.
- 80 km/h : la route est moins stressante, économie de carburant, moins de pollution. Ne pas défaire cette loi.
- 80km/h : réduit le bruit, augmente la sécurité au volant : à conserver.
- La sécurité prime sur la vitesse. 80km/h présente des avantages également en termes de niveau de pollution
- Les diesels ont été étudiés il y a 10 ans pour rouler à 90 km/h, en dessous le moteur s'encrasse et pollue davantage ; les nouveaux véhicules sont adaptés mais encore faut-il pouvoir les acheter.
- Le pouvoir appartient à la finance et aux grands industriels.
- 80 km/h : mesure prise pour de mauvaises raisons ; c'est l'excès de vitesse qui tue plus que les 90 km/h.
- Supprimer les applications telles que Coyote permettrait de réduire les infractions et donc le nombre de victimes.

- Autoroutes plus sûres que les départementales, or payer le péage est une question de niveau de vie. Récupérer les autoroutes en gestion publique.

- **Démocratie, citoyenneté, services publics**

- Elections : prendre en compte les votes blancs.
- Représentativité des élus : prendre en compte le vote blanc et l'abstention. L'organisation des institutions ne permet pas la représentativité au-delà de l'échelon communal. Prévoir un autre mode représentation. Voter pour des idées plus que pour des personnes.
- Services publics : développer le système de prise en charge des soins dans un cadre de forfaits dans les hôpitaux comme dans les pays du Nord.
- Parité homme/femme posée dans la représentation politique. Quid de la parité sociale ? Prévoir 50 % de tirage au sort lors des élections législatives par exemple.
- Conditions de travail des infirmières à prendre en compte. Elles ne peuvent pas récupérer, ont des salaires bas, or un système de santé performant passe aussi par les conditions de travail des infirmiers.
- Conditions de travail des enseignants dégradées car nombre d'élèves par classes très élevé. Les jeunes enseignants sont affectés dans des zones difficiles. Sont peu payés. Mettre les moyens sur les classes primaires plutôt que sur les classes préparatoires.
- Représentation sociale pas assez diversifiée ; limiter le cumul des mandats dans le temps pour favoriser l'élection des plus jeunes. Surreprésentation des plus de 60 ans.
- Constituer des états généraux avec des citoyens tirés au sort ; le personnel politique serait élu sur la base d'un plan établi par les états généraux pour exécuter. Corriger la surreprésentation de Paris pour une meilleure représentation de la Nation.
- Dysfonctionnement des administrations. Trop de lourdeur, pas assez d'humain, trop d'interlocuteurs
- Obsolescence programmée des équipements : prise d'otage.

- Elections à la proportionnelle à accroître.
- Scrutin uninominal majoritaire conduit au vote utile, par défaut. D'autres modes de scrutin existent. Jugement majoritaire pourrait être appliqué.
- Résultats des élections à formaliser en fonction des inscrits et non des suffrages exprimés.
- Instaurer une démocratie représentative différente.
- Les candidats à la présidentielle devraient passer devant une commission pour vérifier qu'ils partagent les valeurs républicaines de Liberté, Egalité, Fraternité
- Avoir des espaces pour débattre avec nos représentants. Se réapproprier notre espace civique grâce à des espaces citoyens destinés au débat.
- Expression citoyenne et expression autour de l'entreprise à favoriser. Ex : les infirmiers, aides-soignants n'ont pas de cadre pour s'exprimer, débattre. Conditions de travail difficiles et n'ont pas le droit de participer à l'organisation des hôpitaux ; vie démocratique à mettre en place rapidement dans les hôpitaux et les administrations.
- L'expression citoyenne implique l'éducation citoyenne.
- Comment impliquer les jeunes à la vie de la cité dès leur plus jeune âge ?
- Les parents ont un rôle à jouer dans l'éducation à la citoyenneté. Tout ne peut venir des institutions.
- Certains n'ont pas de parents en mesure d'expliquer ces éléments. Tout ne peut reposer sur les parents.
- Besoin de plus de débats entre citoyens avant de voter.
- L'école initie aussi à l'éducation à la citoyenneté, à la préservation de l'environnement, à la pleine conscience.